

LES TABLES RONDES DE L'ENSAT
**L'agriculture urbaine,
entre terrains d'entente et champs de tension.**
4 décembre 2012

Pensées comme des moments de culture, ces Table Rondes, conçues et animées par Sylvie Berthier et Valérie Péan (Mission Agrobiosciences) s'inscrivent depuis deux ans dans le cadre de l'Unité d'Enseignement « Introduction au développement durable » de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Toulouse. Destinés aux élèves de 2^{ème} année mais aussi ouverts à tous publics, ces éclairages et ces échanges réinterrogent les savoirs, appréhendent différentes approches et de placent les futurs agronomes en état de questionnement et de réflexion.

En 2012, après les deux premières tables rondes consacrées à l'alimentation des plantes, aux sciences et industries alimentaires, cette dernière séance de l'année se consacre à l'agriculture urbaine. Depuis peu, les nouvelles demandes sociales en matière d'alimentation, de qualité de vie et de nature poussent en effet les agglomérations à porter un regard plus attentif aux espaces cultivés qui les environnent et à se réintéresser aux rôles que pourrait remplir l'agriculture dans et pour la ville. Les initiatives en ce sens se multiplient en France et ailleurs, même si l'étalement urbain continue de grignoter chaque année les surfaces agricoles et naturelles.

Si l'on perçoit bien les avantages réciproques que peuvent en tirer les citoyens et les agriculteurs – reconstruire les liens, retrouver une fonction nourricière, stimuler les circuits courts...- on en mesure moins les conditions réelles de mise en œuvre, les contraintes à dépasser, voire les limites d'un tel « modèle » fortement soumis aux usages des citoyens. En poussant le trait, faute d'une réflexion et d'une concertation en amont, des systèmes agricoles « urbanisés » ne risquent-ils pas de se dénaturer pour correspondre à l'imaginaire des citoyens ? En privilégiant, par exemple, une agriculture de paysage, de loisirs ou de musée... qui risque d'amplifier le clivage entre les représentations des urbains et la réalité socio-économique des agriculteurs.

Autant de questions qu'il convient d'aborder, tant les enjeux sont d'importance à la fois pour l'agriculture et pour la ville. Comment faire, alors, pour réussir cette « révolution culturelle » ? Quels leviers, quels moyens, quelles pratiques, quels besoins de formation et de recherche ?

LES INTERVENANTS



- **Serge BONNEFOY** (*à droite*), docteur en économie, ancien chargé d'études en aménagement du territoire à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de l'Isère puis au Conseil Général de l'Isère. Après avoir dirigé l'Association pour le Développement de l'Agriculture de l'Y Grenoblois (les vallées urbanisées de l'Isère, du Drac et du Grésivaudan) il prend les fonctions, en 2000, de secrétaire technique du réseau national Terres en Villes (<http://www.terresenvilles.org/missions.php>) qui regroupe 21 agglomérations françaises (dont Toulouse).
- **Pierre DONADIEU** (*au centre*), géographe et agronome, professeur à l'Ecole nationale supérieure du paysage (Versailles) et chercheur Inra, à l'Unité SAD-APT (Paris-Grignon), équipe Proximités.
Spécialiste des processus de transformations des paysages et des politiques publiques de qualification de ces paysages. Auteur de plusieurs ouvrages dont : *Campagnes urbaines*, en 1998 ; *Le paysage entre natures et cultures*, en 2007 ; et, tout récemment, *Sciences du paysage, entre théories et pratiques*.
- **Xavier LAUREAU** (*à gauche*), président de la grappe d'entreprises Le Vivant et la Ville et codirigeant des fermes de Gally : situées en Ile-de-France, ces activités regroupent l'horticulture, la jardinerie, le paysagisme, la cueillette en libre-service, sans oublier deux fermes ouvertes, à Saint-Cyr-l'Ecole et Sartrouville.

LA TABLE RONDE

La Mission Agrobiosciences : En France comme ailleurs, l'agriculture et la ville se sont longtemps côtoyées. Jusque dans l'après guerre, il n'était pas rare de voir des vaches dans Paris et des champs aux franges des cités. Une présence et des fonctions intersticielles qui n'étaient pas le fait d'une volonté politique ou d'un projet à part entière.

A quelle période les villes ont-elles commencé à mettre les productions agricoles hors de leurs murs – on songe évidemment en premier lieu aux abattoirs et aux animaux ? Est-ce à la fin du XIXe siècle à la faveur du mouvement hygiéniste, au moment de l'exode rural ou à une autre période ?

« La ville rejetant l'agriculture, c'est une vision de l'agronomie »

Pierre Donadieu : Dans les pays développés, la croissance urbaine s'est de fait accompagnée d'une éviction des activités agricoles et des animaux en particulier. Au XIXe siècle, Paris et beaucoup de villes étaient pleines d'animaux de toutes natures, dont de nombreux chevaux de trait et des élevages. Ils en ont été chassés au nom de la concentration urbaine et des politiques hygiénistes, alors que dans le même temps, on a paradoxalement accueilli les usines, pour des raisons tout à fait différentes. Usines qui ont été à leur tour écartées au XXe siècle.

Au fur et à mesure que les activités agricoles étaient évacuées du cœur des cités, elles se sont concentrées dans les périphéries car il fallait nourrir les citoyens. A partir du XVIIIème siècle, les villes se dotent ainsi de ceintures maraîchères et de vergers. C'est avec notamment l'essor du chemin de fer et des transports frigorifiques, qui ont permis une circulation des produits, que les ceintures alimentaires ont peu à peu perdu leur utilité, se disloquant au fil du siècle qui vient de s'écouler. Des pans entiers de vergers ont disparu, mais des secteurs maraîchers sont parfois restés. Et aujourd'hui, nous vivons une troisième étape.

Serge Bonnefoy : La tendance générale est bien celle que décrit P. Donadieu, mais il y a plusieurs types de villes en France, et leurs rapports avec l'agriculture diffèrent. Ceux-ci ne sont pas les mêmes selon qu'on se situe dans les villes latines du Sud-Est, dans l'Île-de-France, à Rennes ou encore à Lille, laquelle a d'ailleurs gardé sa ceinture verte.

Car il y a encore de l'agriculture en ville, y compris dans la ville-centre. Toulon est en train de réinstaller des zones horticoles. Perpignan a conservé des vignes...

La ville rejetant l'agriculture, c'est une vision de l'agronomie. Elle ne rend pas complètement compte de la relation complexe entre ville et agriculture, où entrent en jeu la politique et les pouvoirs locaux. Le pouvoir agricole est en ville. Lorsque les premières AOC ont été créées, je pense à la noix de Grenoble, au pruneau d'Agen, on leur a donné le nom de la ville. Lorsqu'on a industrialisé l'agriculture, les références techniques étaient souvent des références industrielles et urbaines. Mais je crois que la période qui s'ouvre va nous permettre d'aller beaucoup plus loin dans l'analyse et de dépasser des représentations un peu faciles.

Pierre Donadieu : Oui, de la même façon, il faut souligner que dans les pays en développement, cela se passe très différemment. Prenons simplement les villes africaines. La présence de l'agriculture y est toujours visible. Car maraîchers, vergers et petits élevages permettent aux citoyens de continuer à survivre.

Dans le même esprit, les urbanistes des années 1950 inventent les « ceintures vertes ». Les fermes agricoles y jouent leur rôle. Aujourd'hui, quelle place a l'agriculture dans les « régions urbaines » au sens où Richard Forman¹ l'entend, sachant qu'on ne peut pas penser la ville sans intégrer tout ce qui est nécessaire à ses habitants ? En ce sens, l'Île-de-France, avec Paris et ses douze millions d'habitants est une région urbaine, qui a été pensée en termes de services écologiques, environnementaux et services alimentaires.

C'est peut-être l'occasion de faire un point sur quelques définitions. On entend parler d'agriculture urbaine et périurbaine. Est-ce la même chose ? Et jusqu'où va le périurbain ?

Xavier Laureau : Quand j'étais étudiant et que je travaillais sur le sujet du périurbain, c'était un gros mot. Aujourd'hui, ce n'en est plus un pour les gens de la ville, mais c'est encore un gros mot pour des acteurs de la campagne, éventuellement des agriculteurs, notamment ceux qui vivent aux abords des grandes métropoles. Mais je voudrais dépasser la question du vocabulaire. Car finalement, quelle est la finalité de l'agriculture urbaine, si ce n'est de vivre par sa relation à l'urbain ? Oublions dans ce cadre les caricatures que proposent certaines villes comme New York, avec son maraîchage de micro niches qui répond à un besoin social ou qui fournit tel grand restaurant. Plus sérieusement, l'agriculture urbaine vit dans un circuit court ses relations avec le pouvoir économique urbain.

Ensuite, on évoque systématiquement le maraîchage et l'arboriculture. Jamais l'élevage, qui est évacué du sujet. Or la question est essentielle. Dans la ville-jardin que P. Donadieu a montrée, il y avait un équilibre entre l'élevage nourricier, fournisseur d'engrais, et les productions végétales. Ce système de recyclage en circuit court a été abandonné, y compris dans l'agriculture biologique, qui fait venir du compost de loin.

« Le monde agricole ne se projette pas dans l'agriculture urbaine »

La question de l'agriculture urbaine réinterroge également la question des acteurs : qui la mettra en œuvre : le monde agricole, le monde urbain ou bien encore d'autres acteurs ? Cela pose donc aussi la question des emplois, car il n'y a pas d'agriculture spécialisée sans une main-d'œuvre spécialisée. Ce sont des emplois apparemment non qualifiés mais, en réalité, ils relèvent de compétences complexes dans une agriculture intensive.

L'agriculture urbaine, c'est, aujourd'hui, une très grande diversité de situations difficilement classifiables. C'est un monde dans lequel se projettent les acteurs urbains, les urbanistes, les paysagistes, mais très peu le monde agricole car ce serait renoncer aux quelques certitudes qui lui restent, c'est humain. Comment les accompagner ? Comment rendre visibles les zones urbaines dédiées à l'agriculture, sous l'impulsion d'une volonté politique ferme et de long terme - ce qui est rare en France ? Car n'oublions pas que toute activité agricole, même un potager urbain sur un toit, nécessite un temps long de mise en place et les investissements s'amortissent sur dix ou quinze ans. Il y a donc des conflits de zonage, des conflits de temps, des conflits d'acteurs.

¹ Richard Forman est un écologue du paysage. Son concept de « région urbaine » englobe, autour d'une aire métropolitaine, une mosaïque d'espaces verts et les petites villes alentour, qui interagissent fortement.

Serge Bonnefoy : Le réseau Terres en Villes que je représente utilise certes le terme d'agriculture périurbaine, mais ce n'est pas forcément celui que nous aurions choisi. Pour nous, cela désigne l'agriculture qui se situe dans le périmètre des agglomérations et des régions urbaines. C'est donc l'espace qui est qualifié, pas l'activité. Je vous renvoie aux théories du « tiers espace » du géographe Martin Vanier² par exemple. Or c'est l'ensemble de l'agriculture qui est concerné par ce périmètre.

Prenons l'exemple du canton de Genève qui pilote sa propre politique agricole. Il vient de publier un glossaire de l'agriculture périurbaine et urbaine qui a créé une tension forte, les producteurs genevois refusant qu'on puisse considérer les plantations, les jardins collectifs et les jardins partagés comme de l'agriculture.

Vous le voyez, la définition renvoie à un système d'acteurs, à des rapports de force politique, à des représentations et, sur le plan scientifique, voit s'affronter deux grandes tendances. L'une essaie de recomposer une définition en prenant des éléments de l'agriculture périurbaine et des éléments de l'agriculture urbaine. L'autre faisant remarquer que l'agriculture est plus large que les seuls agriculteurs. On peut admettre qu'un certain nombre d'acteurs citoyens font de l'agriculture.

Toute définition appelle une typologie de situations, de volontés politiques plus ou moins affirmées... Dans le péri-urbain, il y a des agriculteurs « rattrapés » par la ville et d'autres qui, au contraire, font partie d'un schéma concerté...

Pierre Donadieu : L'activité agricole est rattrapée par l'étalement urbain. Dès lors, l'exploitant est incité à diversifier son activité, ses produits, ses services. Si bien que, dans cette agriculture urbaine, on voit apparaître de nouvelles activités : ventes à la ferme, circuits courts de commercialisation, agri-tourisme, hôtellerie, location de chasses ou jardinerie. Autant de nouvelles activités induites par la proximité des consommateurs.

Ceci m'amène à évoquer trois modèles spécifiques qui, pour résumer à très grands traits, sont : la ville agricole, la ville nature et la ville jardin. Les urbanistes sont aujourd'hui sollicités par ces trois modèles.

Selon le premier, il s'agit d'accompagner l'activité agricole de façon à ce qu'elle se pérennise et que l'exploitation se transmette. Là, on peut parler de villes qui se « réagricolisent », pour oser un néologisme, alors qu'elles se « désagricolisaient ». C'est le cas à Genève, mais aussi à Québec qui protège le foncier : « pas touche à l'espace agricole », parce que l'autonomie alimentaire, en cas de crise, devient stratégique. En France, nous sommes moins concernés. Et les contextes sont très différents selon qu'on est en Midi-Pyrénées, dans la région de Strasbourg ou en Bretagne.

Les urbains et l'agriculture de plaisance

Il y a d'autres configurations, comme celle que j'appelle la ville nature. Là, l'entrepreneur agricole disparaît au profit de nouveaux acteurs urbains, qui font de l'agriculture de plaisance. On en trouve sous toutes les formes. Autour de Florence, vous voyez des vergers d'oliviers partout. Qui sont les propriétaires ? Des architectes, des médecins, des avocats qui sont là en villégiature. Dans ce modèle, la nature devient un service à destination des citoyens. C'est une alternative pour l'espace agricole et cela se pose en ces termes au niveau des élus : laisse-t-on l'agriculture disparaître pour avoir essentiellement des espaces de nature, de loisir, d'observation de la faune et de la flore ?

² Martin Vanier, chercheur à l'Université de Grenoble, propose, pour sortir de la logique binaire Ville/campagne, couple conflictuel, de dépasser les catégories spatiales et de penser le périurbain comme un entre-deux dynamique, une situation mouvante d'interterritorialités.

Enfin, il y a un troisième type de ville, beaucoup plus traditionnel, qui est la ville jardin qu'étudiait Howard. Les parcs, squares et autres jardins publics se sont développés à partir du XIXe siècle. Depuis, s'y ajoutent les jardins familiaux et les jardins partagés. Ce jardinage ne consiste pas seulement à cultiver de l'ornemental, c'est aussi une manière de résister à l'accaparement de l'espace public par les pouvoirs publics. Une artiste, Liz Christy, a ainsi inauguré les « guérillas vertes ». Aujourd'hui, des gens sèment des graines sur les terre-pleins des routes, des rues... C'est une façon de remettre en cause les mots d'ordre de sécurité, propreté, embellissement. C'est aussi une manière d'instrumentaliser le végétal, qui ne sert plus alors à nourrir, mais à exister socialement et à reconstruire le vivre ensemble.

Xavier Laureau : Je ne peux qu'adhérer à cette modélisation. Nous vivons ces trois types de villes, exceptée la ville jardin, peu présente en France.

La ville nature existe, notamment en région Île-de-France, à travers le droit de chasses et les grandes propriétés qui entouraient la métropole au XIXe, qui ont perduré à travers les usages de ces espaces. Mais tout cela se trouve télescopé aujourd'hui par un autre sujet car il ne faut pas oublier lesquels, des propriétaires ou des exploitants, sont les grands gagnants de l'histoire.

Vous le vivez aussi à Toulouse. Il suffit de se promener entre l'aéroport et la ville. Il y a là un très grand mitage urbain et périurbain. C'est le reflet d'une non-volonté d'arbitrer sur la plus-value foncière, qui constitue la retraite des agriculteurs pauvres. De fait, on se retrouve dans un imbroglio, avec des morceaux de ville nature pour quelques banlieues de qualité, des morceaux de villes jardins qui émergent par demande sociétale, et une ville agricole au front.

Un consensus de projet, des acteurs à trouver, une filière à réindustrialiser...

Serge Bonnefoy : J'ai l'impression qu'il y a une évolution forte de l'agriculture urbaine en direction de l'alimentation qui estompe les injonctions de la ville durable, de la ville nature. Car on découvre, en même temps que la ville alimentaire, la complexité de la ville agricole. Le maraîchage ? Mais c'est anecdotique au regard d'autres réalités : la ville agricole de Rennes, c'est un bassin laitier avec trois cent mille litres de quota ! Metz a adhéré à Terres en villes tout en étant le premier port fluvial de céréales. La fonction nourricière de l'agriculture a été revalorisée. Nous parlons moins des aménités vertes, et beaucoup plus de l'approvisionnement alimentaire durable des métropoles.

Si on voulait développer des filières pour nourrir une région urbaine, quels types d'activités pourrait-on encourager ? Jusqu'où les citoyens sont-ils prêts à cohabiter avec des agricultures et des agriculteurs ? Car on se doute bien qu'on ne va pas réintroduire des porcheries en centre-ville. Peut-on imaginer d'autres secteurs que le maraîchage ?

Xavier Laureau : C'est une vaste question. C'est pour cela qu'il faut un consensus entre le monde des élus, les représentants d'associations et le monde des agriculteurs sur un territoire donné à même de dégager un consensus de projet et de faire que chacun retrouve du sens et de la fierté. On a de la fierté quand on est attaché à un territoire. Il faut d'abord passer par cette clé, faute de quoi, ceux qui se plaignent de telle ou telle supposée nuisance agricole auront toujours plus de voix que l'agriculteur seul dans sa ferme. Le consensus de projet sur le territoire permet éventuellement de dépasser les contraintes liées à l'élevage, par exemple. Tout le monde parle du redressement productif dans les industries, personne ne l'évoque en agriculture. On oublie la désindustrialisation des filières agricoles. Il n'y a plus un concessionnaire agricole en capacité de réparer le matériel sophistiqué que nécessite la traçabilité, plus une légumerie capable de laver des carottes qui iront dans les cantines des

écoles pour répondre à la demande des parents d'élèves. Pour réindustrialiser la filière, même maraîchère et de transformation, il va falloir trouver des acteurs qui n'existent pas aujourd'hui. Et au-delà, il y a la notion de vie sociale, d'acteurs qui partagent le même métier, la même passion et les mêmes contraintes. Le redressement productif en agriculture passe probablement par ces trois voies : quelle vie en commun ? Quelles aides à la reconstruction des filières ? Quels acteurs ?

La ferme idéalisée et les grandes plaines de céréales

Pierre Donadiou : En même temps, quand on demande aux citadins de la Ruhr allemande qui perd ses industries, quel type de campagne ils veulent, on obtient une image idéalisée, avec une jolie ferme, des vaches, des vergers... C'est une agriculture reconstituée dans une ferme pédagogique. Dix kilomètres plus loin, il n'y a plus qu'un grand plateau de céréalicultures sans aucun arbre. En fait, la ferme a engendré un lieu fréquentable, attractif pour les citadins de Duisburg, totalement séparé du monde agroindustriel.

Cela risque effectivement de créer une césure très forte entre une agriculture industrielle nourricière qu'on ne veut pas voir et la petite agriculture sympathique, qui met en scène des paysans... Il y a là un problème de représentation, d'agriculture à deux vitesses.

Serge Bonnefoy : Là aussi, j'appelle à creuser l'affaire. Le maraîchage est très urbain et peu comparable à l'élevage et à la céréaliculture. Ce que je voulais dire, c'est que la préoccupation alimentaire remet au goût du jour un certain nombre de choses qui transparaissent dans les politiques agricoles intercommunales. Leur axe principal, c'est le développement de l'activité maraîchère biologique pour approvisionner de la restauration collective. C'est intéressant mais cela concerne 5% des exploitants... Les 95% restants sont dans le conventionnel. Cela dit, certaines agglomérations vont plus loin. Un certain nombre d'entre elles - je pense à Dijon, Metz, Nancy - ont monté des partenariats avec la céréaliculture, c'est nouveau. Elles vont vers des systèmes productifs locaux.

Il y a aussi un retour de l'économie territoriale. Se montent des stratégies qui empruntent beaucoup aux pôles de compétitivité, lesquels doivent eux-mêmes beaucoup à l'économie territoriale industrielle. On voit commencer à poindre une façon de traiter l'agriculture différente de ce que proposaient jusque là les politiques agricoles classiques. Ce mouvement est composite, il ne se résume pas à une vision simplifiée.

Xavier, quels sont les différents acteurs qui ont participé à ce consensus territorial que vous appelez de vos vœux et qui semble exister pour votre ferme ? Vous dites que ce n'est pas facile... A quel type de difficultés vous heurtez-vous ?

Xavier Laureau : Nous avons déjà monté une ferme très diversifiée et cofondée « Chapeau de paille », un groupement de vingt-huit fermes de cueillette en France. Nous ne sommes donc pas cantonnés au loisir, nous avons aussi une fonction alimentaire. Nous avons pour nous cette expérience, l'amour du territoire et la volonté d'y rester. De plus, nous avons la chance d'être dans un territoire en partie classé, en raison de la proximité du parc de Versailles ; Enfin, avec l'abandon des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme, nous étions dans un vide juridique en attendant de futurs SCOT (schémas de cohérence territoriaux) hypothétiques. Nous nous sommes alors pris en main au niveau de notre territoire (28 000 hectares environ, à peine une centaine d'exploitants, vingt-cinq communes). Au-delà des communautés d'agglomération naissantes, nous avons dessiné un territoire agri-urbain, celui de la plaine de Versailles et du plateau des Alluets, où nous avons souhaité porter des projets économiques tout en protégeant les terres agricoles, grâce à un processus de décision

original qui parie sur le partage des responsabilités : vingt-cinq élus, des représentants d'associations et un collègue d'agriculteurs, qui parviennent dans cette instance à mettre de côté leurs étiquettes syndicales.

Comment sortir des conflits d'usage ?

Nous n'avons pas encore parlé des conflits d'usage qui peuvent intervenir sur un territoire, que ce soit pour l'eau, le foncier ou d'autres ressources...

Serge Bonnefoy : En 2004, des chercheurs ont étudié les conflits d'usage le pays voironnais³, près de Grenoble. Ils ont constaté que parmi tous les agriculteurs concernés par les conflits, 30% d'entre eux faisait le choix soit de ne pas réagir du tout, soit de quitter le territoire. Mais tous les autres, et c'était là l'aspect positif, essayaient d'entrer en dialogue, voire pour certains de changer leurs manières de faire. Certains s'appuyaient sur les collectivités locales, notamment pour financer des aménagements pour les bâtiments d'élevage.

J'ai l'impression que le nombre d'agriculteurs qui quittent le périurbain pour aller réinvestir leur rente foncière ailleurs est en diminution. Parce que le standard de vie urbaine s'est largement diffusé, que les femmes d'agriculteurs travaillent souvent à l'extérieur, que les enfants ont des loisirs urbains

Pierre Donadiou : Un autre exemple de sortie de conflit sur un territoire, celui des basses vallées angevines, une zone inondable six mois par an. Le scénario le plus probable ? L'envahissement de toute la zone par des plantations de peupliers (populiculture). De 1995 à 2005, avec l'aide de l'Etat, de la ville et de la région, tous les acteurs concernés ont débattu ensemble. Il a été proposé aux éleveurs, qui étaient prêts à partir, de réinstaller une race suffisamment rustique pour pouvoir rester et trouver un marché local. Les populiculteurs, de leur côté, ont été en quelque sorte « assignés à résidence », pour contenir leur extension. Quant aux naturalistes, ils défendaient le biotope d'un oiseau très rare, le râle des genêts. Tout cela a abouti à une gouvernance des basses vallées, avec des règles nouvelles, une manière de vivre ensemble, des activités diverses autour des produits du bois, de services écologiques, de l'élevage et des loisirs.

Quand les villes polluent l'agriculture

On a évoqué jusque là le degré de tolérance, plus ou moins grand, des citoyens à l'égard des activités agricoles. Mais, de leur côté, les activités agricoles urbaines ne subissent-elles pas des nuisances et des pollutions propres à la ville ? Ainsi, faire du bio en ville a-t-il du sens quand on sait que les sols contiennent fréquemment des métaux lourds et que les niveaux de pollution atmosphérique peuvent être élevés ?

Xavier Laureau : C'est un sujet qui est désormais bien étudié, en France et surtout en Allemagne. Concernant la pollution des sols par les métaux lourds, nous savons qu'elle s'étend jusqu'à trente ou quarante mètres de part et d'autre de l'axe routier. Bien sûr, plus le trafic y est intense, plus l'étendue est grande. Les solutions existent, notamment en mettant en place des haies et des végétaux qui captent ces métaux. Sachant que l'agriculture biologique ne peut pas être à moins de 250 mètres du bord des routes, nous sommes en France dans un principe d'ultra précaution. A ce rythme-là, si on impose ces distances pour toute

³ « Modalités d'émergence et procédures de résolution des conflits d'usage autour de l'espace et des ressources naturelles. Analyse dans les espaces ruraux »

Responsables scientifiques : Thierry Kirat, Chargé de recherche au CNRS, IRIS-CREDEP, Université de Paris-Dauphine. André Torre, Directeur de recherche à l'INRA UMR SAD-APT, INRA - INA-PG

l'agriculture, on condamne 25% de la SAU en Ile-de-France ! Il faut gérer nos paradoxes et parler de façon claire sur les risques connus et mesurés.

Pour les composés organiques volatils très légers, la réponse est plus complexe. Etant à proximité d'une des autoroutes les plus passantes de France, l'A12, nous nous préoccupons du sujet. Enfin, il y a la pollution sonore ou visuelle qui peut gêner le « bien cueillir » comme activité de loisirs dans une ferme pédagogique. Il y a une très grande différence entre le bruit perçu et le bruit réel, selon qu'il y a ou non écran visuel. Paradoxalement, l'écran végétal peut avoir un effet de cage de résonance du bruit. Sur ce point, les études scientifiques sont à approfondir.

Serge Bonnefoy : De même, si je prends l'exemple des vallées alpines, l'aérologie nous apprend que la pollution est parfois plus importante en moyenne montagne qu'en plaine. Là aussi, il faut donc approfondir les études. Quant aux risques de pollution des espaces agricoles dans le périurbain, les études faites pour Nancy que montrent que le plus problématique, ce n'est pas l'autoroute, mais la petite route départementale où les automobilistes ne cessent de freiner et d'accélérer.

Des villas à la place des fermes

Passons aux questions économiques. En clair, l'agriculture urbaine peut-elle être viable et rentable ?

Xavier Laureau : Nous sommes deux frères avec deux fermes voisines, l'une céréalière et l'autre très diversifiée. En ce qui concerne les activités céréalières, nous survivons. Ce sont les autres métiers agricoles que nous avons mis en œuvre qui compensent. Nous vivons donc correctement et nous proposons à nos salariés des emplois décents, y compris en leur proposant des logements, faute de quoi nous n'aurions pas réussi à trouver les forces vives pour nos activités de cueillette. Nous avons été aidés au départ par la région Île-de-France pour reconverter les bâtis agricoles en ferme pédagogique mais nous ne vivons d'aucune aide au fonctionnement : nos ressources viennent des activités pour les scolaires et les familles. En revanche, nous travaillons énormément, y compris les week-ends, pour répondre à la demande sociétale.

On voit bien que ce nouveau type d'activités bouscule le métier et le statut de l'agriculteur. Quel est le profil de ces producteurs péri-urbains : sont-ils encore propriétaires ou va-t-on vers une agriculture de fermage, sur des terres rachetées par des fonds de pension, des groupements d'assurance, des banques ?

Xavier Laureau : Aujourd'hui, si les fonds de pension et les banques veulent acheter des terres agricoles, ils le font en Europe de l'Est, en Amérique du Sud, mais pas en France, compte tenu des systèmes de protection du foncier. En revanche, il y a effectivement une forte concurrence entre les acteurs du monde agricole, souvent corporatistes, et de nouvelles formes coopératives comme Terre de liens.

Serge Bonnefoy : Dans le périurbain et les agglomérations moyennes, l'extension urbaine fait que l'exploitation ne grossit pas énormément, à part en Île-de-France peut-être. En Rhône-Alpes, un céréalier ne va guère au-delà de 150 à 200 hectares. S'il veut plus, il achète une ferme en Europe de l'Est, ce qui est déjà arrivé.

Il y a un autre facteur limitant, car les collectivités se réintéressent au foncier, mais pas uniquement pour l'agriculture. Pendant très longtemps, l'intervention des collectivités a été trop faible pour pouvoir orienter la construction de logements et la densification. Nous les poussons à réinvestir le foncier agricole et le proposer en location, pour favoriser notamment

l'installation et diversifier la production. Pour des raisons financières, les agriculteurs n'ont pas envie de se lancer à la conquête du marché urbain et des circuits courts quand leur activité leur procure un revenu suffisant. C'est le cas à Amiens, avec les betteraviers et les céréaliers. Il n'empêche qu'il y a une demande sociétale à gérer. Pour aller plus loin dans un projet agricole de territoire, il serait intéressant de créer un montage entre collectivités, Terre de liens et la profession agricole.

Xavier Laureau : Le problème majeur en périurbain, c'est l'adéquation entre le foncier et le bâti. Autant on peut trouver des solutions pour gérer et flécher le foncier, autant le bâti est le lieu des concurrences, des tricheries et des changements d'usage qui font que l'écu a beaucoup de mal à accorder durablement sa confiance à un acteur qui vient lui demander un zonage particulier pour faire baisser la pression des spéculations. Pour être clair, s'il y a un zonage strict, un bâti agricole isolé situé à vingt kilomètres de Toulouse se transformera forcément, dans quelques temps en trois petites maisons... Il faut donc un règlement d'urbanisme dissuasif et une surveillance des services de l'Etat pour que telle ferme ou telle grange ne devienne pas doucement une écurie, puis un gîte, puis un appartement en l'espace de moins de dix ans. Comme l'Etat n'a malheureusement pas les capacités de cette surveillance, cela relève de la responsabilité des maires ou des présidents de communautés de communes, responsabilité que beaucoup d'entre eux n'ont pas envie d'assumer. On n'arrivera pas à faire une agriculture périurbaine avec des producteurs qui vivent à vingt kilomètres des lieux qu'ils exploitent.

50 000 hectares de terres agricoles disparaissent autour des villes chaque année, ce qui représente à peu près la surface d'un département tous les dix ans. Bien sûr, comme vous le disiez, il faut articuler le bâti et le foncier, mais on voit bien qu'il y a aussi une pression des populations des villes pour un accès à plus d'équipements de loisir, de magasins, de transport etc. Il a là un sacré champ de tensions.

Serge Bonnefoy : Apparemment, le taux de croissance des grandes agglomérations baisse alors que l'urbanisation progresse dans les petites villes et les villes moyennes. C'est dans le rural, à l'heure actuelle, que sont les pressions sur les terres agricoles, avec des permis de construire attribués ici et là sans plan d'ensemble, pour des parcelles de 2000 m², contre 400 m² dans les villes importantes. Nous sommes dans un Etat qui a décentralisé l'urbanisation en 1982, mais qui n'a pas créé l'équivalent du Schéma Directeur Régional de l'Ile-de-France dans les autres régions françaises. Du coup, Toulouse ou Montpellier ont pu s'étaler comme elles le voulaient. Notre système n'a pas la rigidité de la législation anglo-saxonne, qui impose une protection forte des espaces agricoles et forestiers naturels. Toucher une ceinture verte en Angleterre est très complexe. Nous n'avons pas non plus la régionalisation des pays latins, comme l'Espagne ou l'Italie, qui ont des politiques de couronne ou d'anneau vert. Nous sommes dans l'entre-deux, nous bricolons, notre pays n'a pas fini sa transition.

Xavier Laureau : Nous portons, plus que jamais, une grande responsabilité quant à l'usage des terres périurbaines. Il ne faut pas sanctuariser, mais faire un zonage intelligent, porteur de projet, source de revenus. C'est à ce prix que les gens décideront d'y rester et de se battre pour leur territoire.

Les urbanistes connaissent-ils l'agriculture ?

Quelles conditions réunir pour que cela marche ? On a vu tout à l'heure avec Xavier Laureau que de vrais projets peuvent naître d'une co-construction entre citoyens, agriculteurs et politiques. Reste que les architectes et les urbanistes qui conçoivent les

villes n'ont aucune connaissance de l'agriculture. Pourrait-il y avoir des passerelles entre ces derniers et les agriculteurs ? Faut de quoi, nous risquons de continuer à « bidouiller ».

Pierre Donadieu : C'est le risque. Actuellement, les formations d'architecte et d'urbanistes, n'intègrent absolument pas l'agronomie et inversement.

Les outils de planification urbaine et de zonage agricole existent, mais si ce sont uniquement les urbanistes qui les mettent en œuvre, ce n'est pas suffisant. Les acteurs du monde agricole, doivent aussi les maîtriser pour qu'ils profitent à une majorité de personnes. Quelle est la bonne gouvernance de ces espaces et de ces acteurs agricoles, ainsi que de leurs circuits économiques en région urbaine ? Pour l'instant, nous sommes dans un angle mort. L'agriculture ou l'agronomie urbaine n'existe quasiment pas. Les architectes et les urbanistes ne s'investissent dans les services environnementaux et écologiques que parce que la loi les y oblige en matière de permis de construire, par exemple pour les bâtiments à haute qualité environnementale. Mais pour les zones où l'agriculture subsiste plus ou moins bien, il n'y a aucune injonction. Il faut sortir de ces angles morts, c'est du ressort de la politique et des contenus pédagogiques, ce qui renvoie à la responsabilité des enseignants.

Serge Bonnefoy : Contrairement à ce qui vient d'être dit, je considère que les urbanistes, les architectes et les paysagistes ont fait beaucoup de progrès sur l'agriculture. Bientôt, va se tenir un séminaire à l'École du paysage de Versailles sur la gestion des espaces agricoles périurbains et la demande des gens des agences, des collectivités locales, des consultants est énorme. Or qui va parler de l'agriculture périurbaine ? Pas des agronomes, mais des architectes du Grand Paris ! Les agronomes et même le ministère de l'Agriculture n'ont pas attaché toute l'importance nécessaire à la question du périurbain et de l'urbain dans les années 1990. L'agronomie du territoire est bien trop faible en France. Au lieu d'aller en Amazonie ou dans les pays de l'Est, certains feraient bien d'étudier nos villes...

Xavier Laureau : Moi, j'aimerais bien les voir non seulement en ville mais aussi à la campagne ! De même, j'aimerais rencontrer des agronomes exploitants, dans l'esprit de ce qu'étaient à l'origine les grandes écoles d'agronomie. Regardez les succès qu'elles ont rencontrés, en France et à l'étranger, permettant à l'Inra d'être, jusqu'il y a peu de temps, à la 2^{ème} place mondiale en termes de recherches agronomiques nationales.

Malheureusement, d'autres pays sont en train de nous surpasser. Je pense, sans provocation de ma part, que l'aspiration de notre société postindustrielle, couplée avec une agriculture largement aidée par une politique agricole basée sur un seul modèle et sur des aides au revenu, a fait perdre le goût de la complexité, pour ne plus appliquer qu'une agriculture de recette. On redécouvre aujourd'hui que l'agronomie est un sujet complexe... Et que le vivant nécessite une approche pluridisciplinaire.

LE DEBAT

Il faut des agronomes qui pensent les villes et des urbanistes qui comprennent l'agriculture.

Soizic Jean-Baptiste, ingénieure agronome : En premier lieu, je voudrais remercier les intervenants pour leur présentation de grande qualité. Ensuite, une remarque : j'ai été étonnée de vous entendre dire que le maraîchage biologique était déconnecté de la ville en raison de son approvisionnement en compost de provenance lointaine. Car mon expérience m'a amenée à constater qu'il pouvait y avoir des initiatives locales de compost issu de déchets urbains, notamment ceux des espaces verts et des exploitations agricoles alentour.

Xavier Laureau : Je suis tout-à-fait d'accord. J'ai été un peu schématique dans mes propos. Mais reste cette question: comment réussir à stabiliser les déchets verts en substrats de culture, puisqu'ils ne sont pas suffisamment riches ? Il faut probablement les compléter. Nous en sommes encore au stade de l'expérimentation. Pour donner un exemple, sur notre exploitation de 60 hectares, nous avons 700 tonnes de fumier et 1500 tonnes de déchets verts urbains qui sont apportés pour améliorer les matières organiques. Or, nous avons de moins en moins la ressource en fumier puisque l'élevage disparaît.

Une enseignante de l'Ensat : Nous pourrions aussi valoriser les déjections humaines, en les traitant par méthanisation, par exemple. ...

Xavier Laureau : Il y a beaucoup de solutions, sauf que, là encore, nous sommes dans un pays complexe. La DDASS intervient sur tous ces sujets en brandissant le principe de précaution. Prenons l'exemple de l'eau. Nous disposons de deux leaders mondiaux, Lyonnaise des Eaux et Veolia, qui sont capables de faire à Mexico ou à San Francisco des usines de retraitement qui fournissent à la sortie cinq qualités différentes d'eaux, les unes propres à la consommation humaine, les autres destinées à l'arrosage etc. Mais en France, pour remplir les dossiers de demande d'utilisation en cycle court d'une eau sortie de station, il faut l'aide de deux ou trois ingénieurs agro ! Nous sommes dans une situation ubuesque.

Des couveuses pour les jeunes qui s'installent ?

Florian, étudiant ENSAT : Je voudrais exprimer une crainte. Avec l'accroissement urbain, comment va-t-on pouvoir installer de jeunes agriculteurs ? Autour des villes, la pression foncière est importante. En Midi-Pyrénées, le prix moyen de la terre est de 6 000 € l'hectare mais, surtout, les agriculteurs de la région sont très attachés à l'idée de détenir leurs terres en propriété. Par ailleurs, quand un agriculteur part en retraite, c'est bien souvent le voisin qui reprend l'exploitation pour s'agrandir parce qu'il a davantage de moyens financiers qu'un jeune. J'aimerais savoir si vous êtes sensibles à ce sujet et dans quelle mesure on pourrait apporter une aide aux jeunes ?

Serge Bonnefoy : Il y a des actions en faveur de l'installation dans les agglomérations du réseau Terres en villes. C'est même une priorité. Car quand on cherche à diversifier l'agriculture en lien avec la ville, cela passe souvent par l'installation de gens qui ne sont pas dans la tradition de l'agriculture locale, notamment en région céréalière, voire d'élevage.

Les collectivités mettent ainsi en place des aides à l'installation ; elles cherchent une maîtrise foncière pour installer des espaces tests, des couveuses, des fermes communales, voire des bâtiments relais, comme on l'a connu en industrie. Ça ne va pas encore très loin, c'est souvent trois ou quatre expériences par agglomération, mais la tendance me semble clairement prise, notamment pour les zones de production biologique.

La deuxième question que vous soulevez est celle du contrôle des structures. La réponse est plutôt dans les mains du ministère de l'Agriculture et de la profession agricole pour essayer d'éviter que l'agrandissement assèche l'installation agricole.

A l'heure actuelle, le contrôle des structures est plus ou moins efficace et il n'est pas à la hauteur des enjeux. Par ailleurs, l'intervention de la Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) est essentielle. Dans toutes les agglomérations de notre réseau, il existe une convention entre l'intercommunalité et cet organisme, pour que ce dernier acquière des terres, la collectivité garantissant la bonne fin, c'est-à-dire la possibilité d'acheter le foncier, lorsque la Safer le rétrocède, pour aider à l'installation.

Mais généralement, les aides traditionnelles à l'installation ne sont pas suffisantes pour réellement développer l'agriculture périurbaine.

Tours et toits : l'agriculture prend de la hauteur...

Iris, étudiante ENSAT : J'aimerais avoir l'avis de Pierre Donadiou sur les fermes verticales. Pensez-vous que ce soit rentable économiquement ? Je songe par exemple à la Tour vivante⁴.

Pierre Donadiou : Sur la Tour vivante, je ne peux pas répondre à votre question, car ce n'est encore qu'un projet. De fait aujourd'hui, le monde de l'architecture sollicite les agronomes pour étudier la faisabilité de systèmes de production viables, rentables et de proximité.

Cela a démarré outre-Atlantique à la fin des années quatre-vingt-dix. Pour l'instant, les seules réalisations que j'ai vues concernent les cultures hydroponiques⁵, non pas dans des tours, mais dans une ancienne usine, sur trois étages, dans la banlieue de Washington. Elle produisait des salades, des poivrons, des aubergines, pour approvisionner un quartier très modeste. Techniquement, c'est possible. Mais est-il imaginable, à l'échelle d'une grande ville, qu'une tour puisse nourrir 15 000 personnes ? A ma connaissance, personne ne peut encore répondre. Il y a un autre exemple abondamment, c'est Lufa Farm, au Canada : des fermes installées sur les toits des villes, avec une première expérience sur un immeuble, donc une grande surface. Il s'agit là de requalification de bâtiments urbains. Aujourd'hui, plusieurs cabinets d'architectes français travaillent en ce sens, dont SOA Architectes et une autre structure qu'ils ont co-fondé, le Laboratoire d'Urbanisme Agricole. Ce sont au sens noble du terme des utopies, des projets encore très expérimentaux.

Serge Bonnefoy : Christine Aubry, une agronome de l'Inra Paris (au sein de l'unité Sadapt), spécialisée dans l'agriculture urbaine, me disait récemment qu'elle est de plus en plus sollicitée par des entreprises pour monter ce genre de serres sur toit. Elle avait l'air de penser que cela présentait un certain intérêt.

⁴ La tour vivante est un projet de ferme écologique, urbaine et verticale, vouée notamment à la production maraîchère hors-sol. Il s'agit là d'un projet du cabinet d'architectes SOA, à Paris.

⁵ L'hydroponie désigne la culture de plantes hors-sol : sur du sable, des billes d'argiles ou autres substrat de ce type, légèrement irrigué par une solution qui apporte des sels minéraux et des nutriments essentiels.

Xavier Laureau : Parmi les autres pistes, les *datacenters*, qui produisent énormément d'énergie et ont des problèmes de surchauffe, pourraient être couplés avec des cultures. De même, il faudrait creuser l'idée d'un couplage entre la culture maraîchère sous serre, qui nécessite de l'énergie avant et à la fin de la saison, et de l'énergie urbaine gâchée.

Pierre Donadieu : Nous n'avons évoqué que des projets portant sur les végétaux. Qu'en est-il de la volaille et autres produits animaux ? On voit bien qu'il y a là une limite à l'alimentation de la ville. D'où aujourd'hui, une demande telle que celle de Lisbonne, qui souhaite étudier les moyens de parvenir à une autonomie alimentaire complète. Les tours peuvent y contribuer, mais pas sans une planification de l'usage des terres, notamment pour le pâturage.

Des agronomes pour penser la ville

Baptiste Legrand, étudiant ENSAT : Puisque nous évoquons les tours, le développement de l'habitat en hauteur ne permettrait-il pas d'éviter l'étalement des banlieues ? Adapter l'agronomie à l'urbanisme, c'est bien, mais peut-on aussi adapter l'urbanisme dans le sens d'une densification des villes, qui libérerait des terres ?

Serge Bonnefoy : Depuis le Grenelle de l'environnement, la lutte contre l'étalement urbain est à l'ordre du jour, pour diminuer sensiblement la consommation du foncier par logement.

Et ces cinq dernières années, la réglementation a progressé fortement en ce sens.

Reste à savoir ce que signifie la « densification ». Car il est très difficile de créer des formes urbaines denses pour les bourgs ruraux, les villages, ou encore des banlieues requalifiées. Comment créer des habitats qui plaisent aux habitants, sachant le succès du pavillonnaire en France ?

Nous avons souvent ces discussions avec les Safer et le milieu agricole. Il ne s'agit pas seulement de protéger des espaces agricoles, encore faut-il créer des modèles de villes qui soient respectueux de l'agriculture, de la nature. Cela invite à une inversion du regard : il s'agit de fabriquer la ville à partir des qualités vertes du site et pas simplement en reliant l'habitat au travail et au commerce.

Pierre Donadieu : Cette question est tout à fait intéressante. Aujourd'hui, à chaque fois, qu'une collectivité locale réfléchit au type de projet urbain qu'elle souhaite, on constate un déficit flagrant d'agronomes aux côtés des urbanistes.

Montpellier en est un contre-exemple. L'équipe Reichen et Alfred Peter, paysagistes et urbanistes, grâce à la collaboration avec des agronomes, sont parvenus à « voir » les espaces agricoles, là où d'autres n'auraient vu que du vide ou un point aveugle.

Nous évoquons le Grenelle. C'est probablement par cette politique que nous allons rejoindre ce qui se fait dans le cœur vert de la *Randstad Holland*⁶, aux Pays-Bas, ou encore le *finger plan*⁷ de Copenhague, au Danemark, dont les doigts verts pointent jusqu'à la centralité urbaine.

⁶ La *Randstad Holland* regroupe les villes d'Utrecht, d'Amsterdam, de La Haye et de Rotterdam, qui entourent une région peu peuplée : le « cœur vert ».

⁷ Le « *Finger Plan* » (plan en doigts de gant) est un document de planification qui a pour principe de concentrer l'urbanisation autour des corridors ferrés pour former des « doigts d'urbanisation », dans le

Il s'agira ensuite d'accompagner ces politiques vertes pour qu'elles ne se cantonnent pas à du reboisement ou à des espaces naturels, mais qu'elles maintiennent des activités agricoles. Hélas, les pouvoirs politiques urbains, qui ne travaillent qu'avec des urbanistes, ne savent pas travailler sur ce sujet.

Serge Bonnefoy : Je ne crois pas que ce soit une question de culture des urbanistes. N'oubliez jamais que l'urbanisme, ce sont aussi et surtout des rapports de force économiques. Le vrai problème, c'est la taxation des plus-values. Tant que le propriétaire n'a pas un grand intérêt à ce que son terrain soit déclassé de zone agricole en zone urbaine, on sera dans des phénomènes spéculatifs lourds. Certains vont plus loin et disent : on a industrialisé notre fabrication de matériaux pour la construction et créé un type de pavillonnaire peu cher d'assez mauvaise qualité, qui se diffuse un peu n'importe comment, grâce au prêt à taux zéro. L'étalement urbain est aussi dû à tout cela : le goût de la propriété, la fiscalité etc. Il y a donc là tout un ensemble de mesures à prendre si l'on veut favoriser l'agriculture périurbaine.

Xavier Laureau : Stockholm, qui est la ville la mieux cotée en termes d'habitat, offre un espace vert public à moins de trois cents mètres de chaque habitant. Bien sûr, cela repose sur sa qualité de ville dense. Comment régler le problème du foncier en France ? Pourquoi les gens vendent-ils leurs terres agricoles ? Par ce que nous n'avons pas réglé le problème de la retraite agricole. Or l'élu local est trop en lien direct avec les agriculteurs concernés par la rente foncière. Il faut donc changer d'échelle, monter d'un cran dans les arbitrages, de façon à dépassionner le débat.

Parcs agricoles et champs urbains

Liliane Sochacki, enseignante-chercheuse à Toulouse 3 : Tandis que vous parliez, Pierre Donadiou, vous avez fait défiler des images de parcs agricoles, près de Barcelone, de Montpellier et de Munich. Que sont-ils exactement ? Est-ce anecdotique ou est-ce une tendance forte ?

Pierre Donadiou : En France, on ne parle guère de « parcs agricoles », car de manière très compréhensible, les agriculteurs sont allergiques à la notion de parc. Ce n'est pas le cas en Allemagne, en Italie ou en Espagne. Chez nous, cette notion renvoie à celle de parc naturel régional.

Serge Bonnefoy : Vous avez parlé des Agriparcs de Montpellier. Sauf qu'ils ne comportent quasiment pas d'agriculture, ce qui pervertit leur appellation. Il y a en revanche des parcs dits agriurbains à Caen, et quelques autres historiques, comme celui de la Deûle (Lille Métropole), né en 1968.

Pourquoi un tel retard en France par rapport à d'autres pays européens ? Parce que l'Etat et la profession agricole de l'hexagone ont mis l'accent sur la politique agricole et les acteurs, plutôt que sur le spatial, comme l'ont fait les Espagnols – avec Baix Llobregat, 3 500 hectares - ou les Italiens, avec le parc agricole de Milan sud, sur plus de 40 000 hectares. Ils y intègrent à présent l'idée de réseaux d'agriculteurs, car ils étaient jusque là assez faibles en matière de projet agricole de territoire, contrairement à la France.

J'ai l'impression que tout cela est en train d'évoluer et que les procédures comme les fameux « périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains »,

but de conserver entre chacun de ces doigts des « intervalles verts ». Le premier « Finger Plan » de Copenhague est apparu en 1947.

dits PAEN, créés par la Loi du 23 février 2005, vont nous y aider. Nous sommes là aussi dans une phase de transition. Renne métropole a ainsi créé dix-sept « Champs urbains » - la profession n'a absolument pas aimé le terme au début – et envisagent désormais d'aller plus loin en utilisant les PAEN.

Isabelle Duvernoy, Inra : Il y a également un projet de parc urbain aux portes de Toulouse, plus précisément à Pin-Balma. On ne sait pas ce que ça va donner, sur quoi ça va déboucher, c'est juste en émergence.

Des liens infidèles

Florie, étudiante Ensat : Je voudrais revenir sur les liens entre agriculteurs et urbains. Souvent, les citadins recherchent un bon cadre de vie, sont demandeurs de nature, mais n'ont pas forcément d'échanges avec les agriculteurs. Au mieux, il s'agit d'une cohabitation. Or je ne suis pas sûre que les populations urbaines ressentent le besoin d'avoir des agriculteurs à proximité, du fait de la disponibilité des produits en grande surface. Ne faudrait-il pas jouer sur leurs craintes concernant la provenance des produits pour resserrer leurs liens avec les producteurs ?

Xavier Laureau : L'expérience a montré que toutes les campagnes qui jouent sur la peur sont bien moins efficaces que si vous jouez sur le plaisir ou le bien-être. Il faut s'appuyer sur la fierté du métier d'agriculteur et la capacité de dialoguer. Ensuite, les liens ne concernent pas seulement l'agriculteur et les citadins. Ils se tissent aussi entre les actifs du monde agricole, qui eux-mêmes vivent parfois en ville et travaillent dans une ferme – ça peut arriver –, et le monde des citadins, qui veulent avoir une expérience de campagne ou une alimentation exclusivement locavore. Cela peut être une expérience à un moment de leur vie, notamment quand ils ont de jeunes enfants ; il ne faut pas imaginer que cela doive être un lien d'amour fidèle dans le temps. Nous vivons tous des infidélités de consommation. Le monde agricole de son côté doit être serein par rapport à ce « zapping » alimentaire.

Par ailleurs, le lien passe aussi par les salariés agricoles qui accueillent à la ferme, par l'étudiant qui vient travailler au poste de vente le week-end, et bien d'autres acteurs insoupçonnés.

Enfin, j'aimerais signaler un point : il faut faire attention aux projections que font les urbains sur les Amap. Imaginez un maraîcher très entreprenant, travailleur, qui sait manager les hommes et trouver du foncier. De fil en aiguille, il monte une Amap, puis, en se développant, fournit quatre ou cinq autres Amap, se trouve à la tête d'une entreprise florissante, se construit une belle maison, achète une voiture puissante... Eh bien, dès lors que ses clients urbains découvriront cette relative prospérité, ils considéreront que leur maraîcher n'est plus du tout dans l'esprit de départ, qu'il n'a pas le droit de s'enrichir. En clair, ils se retireront de l'Amap parce que nous préférons aider un paysan pauvre plutôt qu'un entrepreneur qui s'enrichit.

Vers des villes alimentaires ?

Bruno Legagneux, enseignant Ensat : Vous nous avez présenté au début trois scénarios, sur la ville agricole, la ville nature et la ville jardin. Les communes associées à Terres en villes évoluent-elles dans le sens d'un de ces scénarios ou bien les combinent-elles ?

Par ailleurs, est-ce que le fait de développer l'agriculture urbaine peut limiter l'étalement urbain ou, au contraire, risque de l'amplifier ?

Serge Bonnefoy : Nous avons dressé une typologie des politiques agricoles périurbaines des vingt et une agglomérations de Terres en ville. Nous avons considéré qu'il y en avait cinq grands types. Le premier, nous l'avons appelé le compromis foncier. C'est la politique la plus minimaliste, celle qui achète la « paix spatiale » entre agriculteurs et élus. Ce n'est pas réellement un projet. Mais c'est souvent une phase obligatoire pour aller plus loin, afin d'apurer les conflits passés.

Le deuxième, c'est celui de la campagne urbaine. A une époque, Rennes était le prototype de cette vision de l'agriculture par rapport à l'organisation du territoire de la ville et à la demande récréative des habitants.

Troisième type de politique agricole : les opportunités périurbaines. C'est le fait surtout des très grosses intercommunalités, avec un patchwork de services, de mesures et de projets, sans qu'il y ait réellement une stratégie territoriale.

Le quatrième type est le plus important. Il s'agit de la politique de développement agricole périurbain : l'agriculture tente de tirer parti des avantages de sa relation avec la ville et le périurbain. Ce sont notamment les politiques du grand Sud-Est.

Enfin, il y a les filières territorialisées, un choix minoritaire parmi les agglomérations du réseau, mais intéressant pour l'avenir. Car dans ce modèle, le système productif agricole est pensé non pas pour les circuits courts, mais pour les marchés nationaux, européens ou internationaux.

Quant aux types de villes, je pense qu'il faudrait ajouter à la proposition de Pierre Donadieu un quatrième scénario, celui de la ville alimentaire, la *Food City*, qui reflète une évolution récente. Je pense par exemple aux travaux d'Agrocampus-Ouest, « Rennes ville vivrière ? », portant notamment sur le rayon d'action nécessaire pour alimenter la ville, mais aussi à la région grenobloise et au Nord-Pas-de-Calais qui mettent l'accent sur l'alimentation durable, ou encore au programme du Grand Londres. Cette composante alimentaire est peut-être en train de faire exploser notre typologie, avec des villes qui ne veulent plus laisser la question de l'approvisionnement aux seules mains de la grande distribution et des entreprises agro-alimentaires. Reste qu'il faudra que l'expertise agronomique soit assez solide... C'est aussi le champ de la nutrition santé, de l'accessibilité sociale, du tourisme, de la gastronomie et de l'urbanisme. Cela va donc bien au-delà de l'agriculture de proximité.

Pierre Donadieu : Pour revenir aux modèles, il faut bien comprendre que dans les villes comme Toulouse, les trois scénarios peuvent coexister et être choisis tous ensemble par l'autorité communale. Quant à la dimension alimentaire que souligne Serge Bonnefoy, elle est effectivement aujourd'hui une polarité de ces trois modèles, à la fois dans la ville jardin, dans la ville nature et la ville agricole.

Enfin, pour vous répondre sur l'impact de l'agriculture en matière d'étalement des villes, il faut introduire la notion de front urbain : c'est tout simplement la limite du bâti, voisinant immédiatement, ou presque, avec les champs, les serres, les élevages, les prairies, etc.

Que peut-on opposer à cette notion de front urbain ? Pour l'instant, rien. Car il n'y a pas de front agricole : les limites sont trop floues, fragiles sur le plan foncier.

Il existe cependant des exceptions, tel le front de viticulture. Celle-ci, pour des raisons évidentes de rentabilité et de valeur du foncier, résiste admirablement à l'urbanisation.

Peut-on communiquer aux autres systèmes d'exploitation agricole la même capacité de résistance à l'urbanisation que la viticulture dans le Bordelais, par exemple ? Ce n'est pas évident. Tout va dépendre des systèmes en question et de leur insertion par rapport à des marchés. C'est pour cela que la gouvernance ascendante est extrêmement importante. Car il existe des groupements fonciers agricoles, par exemple sur le plateau de Saclay (à 20 km au sud de Paris), constitués par des habitants qui entendent, sur les terres achetées, obtenir les

productions qui leur conviennent ! Ce sont eux qui choisissent les projets, les agriculteurs, les types de cultures...

Xavier Laureau : Pour compléter, si l'une des clés du développement de l'agriculture urbaine réside dans la volonté des politiques, une autre tient dans la levée d'un tabou : parler très clairement du revenu à moyen terme des agriculteurs. Personne n'imagine ce qu'est la réelle économie d'une exploitation céréalière de cent vingt hectares sur un front urbain. Je suis sûr que si on demandait aujourd'hui une fourchette de chiffre d'affaires annuel pour une ferme céréalière de 120 hectares, peu d'entre vous saurait répondre. 200 000 €, 500 000 €, 1 000 000 € ? En fait, il se situe entre 150 000 et 250 000 €, pour des fermes céréalières moyennes situées sur un front urbain. De plus, ce chef d'exploitation, parce qu'il est sur le front urbain, est souvent tout seul. Il n'est pas en Cuma, il ne bénéficie pas de la solidarité d'un groupe. Il est dans la complexité de l'économie de la TPE qui, aujourd'hui, est totalement intégrée dans un système coopératif qui lui fournit ses factures de fournitures et ses factures de vente. Il n'y a plus la même relation au commerce et à la vie économique sur laquelle il n'a aucune prise, d'autant qu'il s'est endetté pour vingt ou vingt-cinq ans. Il faut se projeter dans cette réalité quand on parle aux agriculteurs pour faire un projet commun. Quand on a un zonage strict, d'un côté du trait, le foncier est à 1 € le mètre², même à quinze kilomètres de Paris, et de l'autre côté, il en vaut 300 ou 400 €. Du coup, les habitants pensent que l'agriculteur qui détient là 150 hectares est richissime. Personne ne sait qu'il est endetté et que ses revenus sont très faibles, parce qu'il y a une grande pudeur sur ce point. Il faut commencer par cette réalité si on veut faire bouger les lignes et aborder concrètement la possibilité de revenus plus élevés pour opérer un tournant dans le modèle économique.

Frontières poreuses

Olwenn, étudiante Ensat : Le potentiel agronomique des sols est particulièrement intéressant en périphérie des grandes villes. Cet élément est-il pris en compte dans les débats actuels et comment pourrait-il être intégré dans la prise de décision ?

Serge Bonnefoy : C'est essentiel. Ainsi, les aéroports de Roissy et d'Orly ont-ils été bâtis sur d'excellentes terres. Par contre, je pense qu'il faut aller au-delà, et se poser la question de toutes les terres que la ville a rejetées, les décharges, les jachères et autres terrains... Que pourrait-on faire avec une agronomie intelligente ? Ne pourrait-on pas y remettre des productions, grâce à des substrats hors sol ? A Genève, six hectares de serres maraîchères à tomates viennent d'être ouverts, en hors-sol, avec un bilan énergétique bien plus favorable que la tomate marocaine. C'est un choix politique, celui d'une intensification des terres maraîchères.

Je voudrais ajouter quelque chose sur les fronts urbains. Pour caricaturer, il y a un débat d'urbanistes entre deux visions. L'une dit qu'il faut aller vers la ville compacte et que le périurbain est une catastrophe. L'autre rappelle que la ville compacte est déjà là depuis longtemps et que le périurbain, les centres commerciaux, le pavillonnaire, c'est aussi du vivre ensemble. Plutôt que de la dénigrer, il faut le restructurer. L'image pertinente n'est alors plus le « front » et le rempart, mais la porosité, la lisière, les échanges entre le bâti et le non bâti, des espaces mixtes, mariant par exemple l'habitat et l'agriculture. De la même façon, concernant le rural, des urbanistes disent qu'il faut cesser de vouloir densifier les fonds de vallée, considérées comme des dépotoirs d'habitats, d'emplois et d'industries, et, à l'opposé, de réserver les montagnes pour la bonne société...

Maritxu Guiresse, professeur de pédologie, Ensat : A l'égard des jeunes en formation, je me permets d'insister sur tout ce qui vient d'être évoqué, car ils ont un avenir dans cette voie. Ce sont des questions que les collectivités territoriales nous posent. Par exemple pour nous demander où installer des panneaux photovoltaïques de manière à éviter de grignoter les terres les plus fertiles.

Un mal très français

Jason, étudiant Ensat : J'aimerais revenir sur les conflits d'usage entre urbains et agriculteurs, notamment en ce qui concerne les activités d'élevage. Une meilleure connaissance du milieu agricole permettrait sans doute de limiter ces conflits. Mais comment faire pour que les gens soient mieux informés et plus sensibilisés ?

Xavier Laureau : Toutes les formes de rapprochement fonctionnent. Par exemple grâce aux fermes pédagogiques. Nous en avons une petite ferme au cœur de Sartrouville, au pied d'une cité dense, et l'autre se situe dans un site classé du XIIe siècle, avec une grande cour carrée, un bâtiment magnifique. Nous avons là deux expériences très différentes. Dans le lieu le plus bourgeois, les enfants des familles favorisées sont habitués à aller à la campagne, ils ont moins peur de l'animal, ne sont pas dégoûtés par les excréments. La question est beaucoup plus compliquée dans les zones urbaines denses que les populations ne quittent presque jamais. A travers les classes vertes et autres sorties, nous leur proposons un apprentissage du réel. C'est fondateur et il faudrait multiplier ces initiatives.

Clément, étudiant Ensat : Vous parlez de la distance qui existe entre les petits citadins et l'agriculture. Ne pensez-vous pas qu'elle est plutôt due à la dévalorisation du métier d'agriculteur et des métiers manuels en général ?

Xavier Laureau : C'est un mal français qui touche le plombier comme l'agriculteur. On n'accepte pas que nos propres enfants s'engagent dans ces voies. On souhaite qu'ils fassent des études supérieures aux nôtres. Ce n'est pas le cas partout. L'Australie, par exemple, est un pays de *hard-workers*, un pays de mines, où la personne qui travaille dur, qui se lève tôt et se couche tard, sera bien payée et reconnue.

En France, l'agriculture souffre en plus de contraintes fortes : non seulement il y a les aléas climatiques, mais les contrôles et les normes se multiplient, et surtout, il y a une forte culpabilisation du producteur-pollueur, opposé au gentil paysan bio. Une telle réputation n'attire personne. Non seulement il faut travailler dur mais, en plus, on n'est pas reconnu et on est culpabilisé. Il faut combattre tous ces préjugés.

Cyril, troisième année d'apprentissage : L'agro-écologie ne serait-elle pas un moyen de concilier les urbains et les agriculteurs ?

Xavier Laureau : L'agro-écologie ne se limite pas, selon moi, à la définition qu'on peut en donner dans certains milieux. La chance du périurbain, c'est de pouvoir donner forme et place à toutes les agricultures, à condition qu'elles y trouvent un marché. La forme sera bio ou agro-écologique. Les unités en réseau de permaculture⁸ sur des terres rapportées en réinventant des

⁸ Créée dans les années soixante-dix en Australie par Bill Molisson et David Holmgren, la permaculture (« agriculture permanente ») est un système conceptuel inspiré du fonctionnement de la

formes agro-écologiques ont toute leur place. Mais il faut former les gens. Grâce à Internet probablement, avec des témoignages d'expérience, ou de nouvelles formes de familles agricoles plus entrepreneuriales. Sur ces sujets, il y a encore beaucoup à apprendre.

Tous les matins, avant de prendre une décision, la question à poser est : est-ce indispensable, est-ce vital ? Quelle solution alternative aurais-je pu trouver ?

Grandes cultures et circuits courts

Une personne dans la salle : Une question pour Serge Bonnefoy, au sujet des agglomérations entourées d'agriculture céréalière. Certaines d'entre elles organisent-elles des circuits courts ou de proximité en termes de commercialisation ?

Serge Bonnefoy : Il y en a un peu qui émergent en Île-de-France. C'est le cas du « pain des Yvelines » qui proposent des baguettes fabriquées avec le blé des agriculteurs situés autour de Rambouillet. Mais la tendance est plutôt de créer une agriculture diversifiée non céréalière pour pratiquer les circuits courts. Des céréaliers commencent une diversification de leurs activités par le légume de plein champ, destiné à approvisionner la grande distribution ou les marchés de gros.

Au sein de Terres en villes, l'exemple le plus extrême concerne Amiens. Le président de la chambre d'agriculture de la Somme, qui se trouve être un Savoyard à l'origine, se soucie de diversification agricole depuis de nombreuses années. Il se trouve qu'Amiens a vu 850 hectares de terres partir pour des infrastructures de logistique. D'où un protocole mis en place, pour aider les agriculteurs à adopter des types de production à valeur ajoutée.

Malgré toutes les aides et les études de marchés, l'expérience n'a pas marché.

Xavier Laureau : Il me semble qu'il y a des céréaliculteurs qui, sur des exploitations de 80 à 150 hectares, parviennent à initier des Amap de maraîchage.

Serge Bonnefoy : Oui. Mais, si on excepte les légumes et les farines, le nombre de céréaliers en place qui diversifient vers d'autres productions est encore faible dans les agglomérations. En revanche, beaucoup de céréaliers ont gardé un atelier secondaire. C'est le cas de ceux qui sont dans Sud-est de la France : tous ont encore un atelier légumes, de noix ou de vaches allaitantes.

Roman Teisserenc, enseignant chercheur à l'Ensat : Quel est le degré d'interdépendance entre le centre urbain et l'agriculture périurbaine ? Est-ce que les gens qui produisent des pommes dans notre région ont vraiment besoin de Toulouse ou ont-ils plus besoin de la Bourse de New York ? Inversement, Toulouse ne dépend-elle pas davantage de la production néo-zélandaise ? Car nous parlons des Amap, c'est sympa et bien joli, mais cela concerne quel pourcentage de la population ? En revanche, à Barcelone, apparemment, 20% de la production se fait dans les jardins locaux. Je ne sais pas si c'est vrai. Est-ce qu'il existe encore ce lien ? On n'a peut-être aucun intérêt à préserver les meilleures terres agricoles, si on n'a pas besoin de nos agriculteurs en ville...

nature. Elle repose sur 3 principes éthiques : prendre soin de la Terre, prendre soin des Hommes, partager équitablement les ressources.

Pierre Donadieu : Je vais vous répondre en prenant l'exemple d'un projet d'agronomes, d'urbanistes et de paysagistes à Munich, et qui concerne plusieurs fermes en cours de construction. L'objectif : expédier leurs produits vers le centre de la ville grâce à un tramway maraîcher. Les producteurs s'installeront dans les différentes stations et les voyageurs pourront faire leurs courses dans le wagon. Cela a paraît-il convaincu les pouvoirs publics.

Un discours caricatural

Serge Bonnefoy : Les études ne permettent pas encore de dire, à l'heure actuelle, d'où viennent les produits qui alimentent Lille, Grenoble ou d'autres métropoles. En termes de recherche, il y a là un désert. Il n'y a pas d'observatoire, pas de chiffres. On commence à peine à s'intéresser aux circuits courts. Les PSDR (projets sur et pour le développement régional) disent que l'agriculture par les circuits courts alimenterait à peu près 3% des urbains. Pour les Amap, on parle de 5%.

Le discours qui se dessine est aussi caricatural que celui sur l'agri-environnement. Il consiste à dire que l'agriculture périurbaine est une agriculture de contact, de relations pédagogiques, de nature en ville, et que l'approvisionnement sérieux se fait dans les filières longues. Cela fossilise le débat. Il faudrait réellement analyser ces circuits, les stratégies des opérateurs et des acteurs.

Il est clair qu'on est incapable d'approvisionner de façon importante les agglomérations et les régions urbaines à partir de l'agriculture de proximité – encore faudrait-il bien la définir. Il est clair aussi qu'on n'a pas la logistique pour le faire. Les abattoirs publics ont souvent disparu, les MIN sont dans des situations très délicates. Il faudrait mettre en place une logistique de rapprochement de l'offre et de transformation de légumes. Les plates-formes de distribution sont à reconstruire

Pour conclure...

Xavier Laureau : Un mot très pragmatique pour conclure. Il faut des prix rémunérateurs et, pour le périurbain, ne nous leurrions pas, les prix seront plus élevés que les prix des produits industriels destinés à la grande distribution. Or, vue la situation économique en France, la grande distribution reste et restera un schéma d'approvisionnement à coût et à logistique optimisés. Qu'on le veuille ou non, c'est une réalité.

Mais il y a aussi une place pour une agriculture, même maraîchère ou industrielle, aux abords des grands territoires d'approvisionnement. Et on a suffisamment d'intelligence agricole et agronomique pour faire fructifier ces opportunités d'agriculture périurbaine.

Pierre Donadieu : Ce qui m'a frappé dans notre débat, c'est qu'il y a bien deux registres aujourd'hui. Il y a le registre de la recherche : mieux connaître ces régions, ces acteurs agricoles et leurs contextes politiques. Et il y a le registre de l'action : expérimenter de nouvelles solutions. Il s'agit bien de connaître pour mieux agir et, dans ce domaine-là, nous avons à mon avis beaucoup de progrès à faire.

Serge Bonnefoy : Pour aller dans le sens de Pierre Donadieu, il faut à la fois approfondir agriculture, urbanisme, mais aussi écologie et paysage, pour sortir des schémas préfabriqués.

Grégory Dechamp-Guillaume, directeur de l'Ensats : J'espère, et j'en suis même convaincu, que l'intelligence économique est là, dans les rangs de nos élèves. Je ne sais pas si vous avez

suscité des vocations, mais il me semble en tout cas que les questions qui ont été abordées aujourd'hui sont cruciales pour notre société.

Pour répondre à une interpellation tout à l'heure, il n'est pas prévu d'intégrer un module d'enseignement en urbanisme au sein de notre école, mais la question peut se poser dans quelques enseignements de spécialisation. Par ailleurs, le lien entre l'agronomie et le territoire fait partie de nos préoccupations. Pour y répondre, nous avons validé le recrutement, pour la campagne 2013, d'un maître de conférence en agronomie du territoire. Nous sommes dans cette dynamique, nous y sommes attachés et je pense que c'est effectivement l'avenir.

Merci à tous.

Retrouvez les autres Cahiers des Tables ronde de l'Ensat

- Octobre 2011

« **Changement du climat du changement** »

avec Daniel Boy, directeur de recherche au Centre de recherches politique de Sciences Po-Cevipof, Olivier Godard, directeur de recherche CNRS au laboratoire d'économétrie de l'Ecole Polytechnique, et Bernard Seguin, responsable à l'INRA de la Mission sur le changement climatique.

http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Cahier_changement_climatique-climat_du_changement.pdf

- Novembre 2011

« **La souveraineté alimentaire, sous le régime de nouveaux scénarios** »

Avec Martine Padilla, Directrice de recherches en économie alimentaire, Philippe Chalmin professeur d'histoire économique à l'Université Paris Dauphine, et Michel Merlet, Directeur de AGTER (Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles).

http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Cahier_souverainete_alimentaire.pdf

- Décembre 2011

« **Elevage et société : apprivoiser les mutations** »

Avec Eric Baratay, professeur d'histoire contemporaine, à l'Université Jean Moulin Lyon 3, Jocelyne Porcher, chargée de recherches à l'Inra, et Jean-Paul Simier, agronome, économiste, directeur des filières alimentaires à l'Agence économique de Bretagne.

http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Cahier_elevage-Ensat- Dec- 2011.pdf

- Octobre 2012

« **Sciences et industries alimentaires : à quelle sauce nous font-elles manger ?** »

Avec Yves Bayon de Noyer, président du pôle de compétitivité national fruits et légumes, Michèle Marin, présidente du Centre Inra Toulouse, et Béatrice de Reynal, nutritionniste.

http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Cahier_Science_et_industrie_alimentaire_.pdf